

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

22 septembre 2023

POUR LE PLEIN EMPLOI - (N° 1673)

Commission	
Gouvernement	

**RETIRÉ AVANT DISCUSSION****AMENDEMENT**

N ° 720

présenté par

M. Guiniot, M. Allisio, Mme Auzanot, M. Ballard, M. Barthès, M. Baubry, M. Beurain, M. Bentz, M. Berteloot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson, M. Cabrolhier, M. Catteau, M. Chenu, M. Chudeau, Mme Colombier, Mme Cousin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, M. Frappé, Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, M. Grenon, M. Guitton, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Jacobelli, Mme Jaouen, M. Jolly, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Muller, Mme Mélin, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Schreck, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Tivoli et M. Villedieu

-----

**ARTICLE 2**

Après la première phrase de l'alinéa 13, insérer la phrase suivante :

« Lorsqu'il s'agit de la première démarche de recherche d'emploi, les bénéficiaires doivent se manifester auprès du service public de l'emploi au plus tard le dernier jour du mois de janvier suivant la fin de leur formation. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Amendement d'appel :

Cet amendement vise à préciser que les jeunes diplômés doivent mettre en valeur les compétences qu'ils viennent d'acquérir, au profit de la société et de leurs projets professionnels. Avec un parcours

d'étude et une formation initiale terminée, les jeunes ne doivent pas être exclus du marché de l'emploi ni du service public de l'emploi.

Selon la Cour des Comptes et l'étude d'impact du projet de loi, 42% des jeunes qui ont terminé leur formation initiale (16 - 29 ans) et sont sans emploi ne mobilisent pas le service public de l'emploi, soit 800 000 personnes.